



PREFECTURE DE LA CHARENTE

A R R E T E

**Approuvant le plan de prévention du risque d'inondation
de la vallée de la Charente de Montignac à Balzac**

LE PREFET DE LA CHARENTE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs et notamment les articles 40.1 à 40.7 relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles et introduits par la loi 95.101 du 02 février 1995,

VU la loi 92-3 du 3 janvier 1992 modifiée sur l'eau et notamment son article 16,

VU le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 126-1 et R. 126-1,

VU l'arrêté préfectoral du 09 Mars 1998 prescrivant l'établissement d'un plan de prévention du risque d'inondation de la vallée de la Charente de Montignac à Balzac comprenant les communes de Montignac sur Charente, Saint Amant de Boixe, Vars, Marsac, Vindelle et Balzac.

VU l'avis des conseils municipaux des communes concernées,

VU l'arrêté préfectoral du 12 février 2001 ordonnant la mise à l'enquête publique du plan de prévention du risque d'inondation de la vallée de la Charente de Montignac à Balzac,

VU le rapport du commissaire-enquêteur et son avis favorable du 12 Mai 2001,

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le plan de prévention du risque naturel d'inondation de la vallée de la Charente de Montignac à Balzac est approuvé,

ARTICLE 2 : Le périmètre du plan de prévention du risque d'inondation de la vallée de la Charente de Montignac à Balzac est constitué du territoire des communes de Montignac sur Charente, Saint Amant de Boixe, Vars, Marsac, Vindelle et Balzac

ARTICLE 3 : Ce plan de prévention du risque naturel d'inondation vaut servitude d'utilité publique et doit être annexé au plan d'occupation des sols conformément aux dispositions de l'article R. 126-1 du code de l'urbanisme (article 40-4 de la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 modifiée),

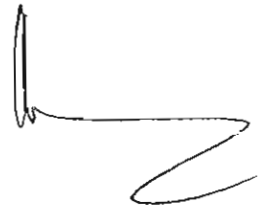
ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

- Mention en sera également faite dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département,
- En outre, une copie sera affichée dans les mairies des communes concernées pendant un mois minimum.

ARTICLE 5 : Les documents relatifs aux prescriptions rendues ainsi opposables sont tenus à la disposition du public dans les mairies, à la préfecture (bureau de l'urbanisme et de l'environnement) ainsi qu'à la direction départementale de l'équipement

ARTICLE 6 : Le secrétaire général de la préfecture, les maires des communes de Montignac sur Charente, Saint Amant de Boixe, Vars, Marsac, Vindelle et Balzac, le directeur départemental de l'équipement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Angoulême, le 07-08-01

A handwritten signature in black ink, consisting of a vertical line followed by a horizontal line and a large, stylized 'Z' shape.